

# de l'Union européenne vire à l'Arlésienne

Par Alain de la Rosière

Viendra, viendra pas ? La publication du rapport très attendu de la mission d'observation de l'Union européenne (MOE) a une nouvelle fois été repoussée, à la demande du gouvernement de la junte sanguinaire gabonaise. A cette allure-là, ce rapport devendra aussi célèbre que le « *monstre du Lock Ness* ». « *Une créature lacustre légendaire supposée vivre ou avoir vécu, dans le Lock Ness, un lac d'eau douce des Highlands en Ecosse...* », selon le dictionnaire Wikipédia. A la représentation de l'Union européenne (UE) au Gabon, on n'avance aucune date. Le service communication du chef de la délégation se borne à souligner le report. Sans indication sur une nouvelle date. Un tweet émanant de la MOE et abondamment repris sur les réseaux sociaux annonce, par contre, la date du 12 décembre pour révéler au monde entier ce qu'il sait déjà, à savoir que c'est Jean Ping qui a rem-

porté, de très loin, l'élection présidentielle du 27 août 2016.

Cet énième report commence par exaspérer les Gabonais. Les réactions violentes qui traduisent leur impatience sont de plus en plus nombreuses sur les réseaux sociaux. Certains demandant à Jean Ping de ne plus attendre la publication dudit rapport et d'agir.

Prévue initialement pour le 24 novembre, la publication de ce document a été repoussée à plusieurs reprises, à la demande du gouvernement de la junte. Les dates des 1er et 2 décembre sont passées à la trappe. Celle du 7 décembre également. La MOE avance, sans certitude, une nouvelle date, qui est lundi prochain. Avant sans doute que le gouvernement des putschistes ne trouve une nouvelle excuse pour demander un énième report. A cette allure-là, on s'achemine tout doucement vers « *l'enterrement* » pur et simple de ce rapport. C'est sans doute pour cela que Jean Gaspard Ntoutoume Ayi, porte-parole de Jean Ping, a cru bon de rappeler à la MOE le risque



qu'elle court actuellement. « *Il arrive un moment où le compromis se transforme en compromission. De ce rapport, Ali Bongo n'en veut pas et l'UE le sait !* »

A la décharge de l'UE, le lobbying auquel se livrent les français François Hollande, Manuel Valls et Jean-Marc Ayrault pour changer en profondeur la substance de ce rapport. Au mieux le rendre moins défavorable à BOA. Pour l'heure, la MOE tient bon et ne compte pas retoucher une seule ligne de son

texte. C'est cette navette incessante entre la Commission de l'UE, à Bruxelles, et le ministère français des Affaires étrangères, à Paris, qui serait à l'origine de ces nombreux rapports. Les français conseillant à BOA de multiplier à l'infini « *les indisponibilités* ». C'est le cas de cette visite officielle en Chine décidée à la hâte. Un tel moment pour la diplomatie de la Chine et du Gabon prend en général des mois de préparation. BOA ne peut pas affirmer que ses équipes et lui-

même avaient eu le temps de s'y consacrer tout en préparant une échéance électorale périlleuse et incertaine qui s'est finalement soldée par son échec. Au point de passer par la case massacre pour tenter de se maintenir au pouvoir. C'est sous « *les bombes* » que les équipes chinoises ont du préparer cette rencontre avec leurs homologues gabonaises. Une vraie première dans l'histoire de la diplomatie internationale.

Il est clair qu'à un moment, les desiderata de BOA ne passeront plus. Sinon le risque est grand pour la MOE que le peuple gabonais traduise ses « *hésitations* » comme une manière de vouloir lui faire avaler le fait accompli. C'est un risque que la MOE, déjà meurtrie par les écoutes sauvages des conversations téléphoniques opérées par BOA, ne saurait prendre. Au contraire, certains de ses membres, notamment le député européen allemand Jo Lienen, pressent déjà la communauté internationale d'agir après la publication du rapport. En prenant des sanctions contre les membres de la junte au Gabon. C'est dire que ce forçage des français Hollande, Valls et Ayrault, qui voudrait bien que les Gabonais oublient leurs nombreux morts, renonce à leur souveraineté, pour faire un saut dans l'inconnu avec l'assassin BOA, ne va pas prospérer.

L'UE, qui est en fait le parrain de cette mission, ne peut qu'encourager la MOE à ne dire que la vérité, sur ce qu'elle a vu et entendu, comme on peut le constater en lisant la transcription des écoutes sauvages des communications de ces observateurs auxquels BOA s'est livré. Elle a l'appui du peuple gabonais, qui manifeste son désir de s'affranchir à jamais du règne des Bongo. Rien ne l'empêchera d'aller vers

cet objectif. La publication du rapport de la MOE a l'avantage de faire comprendre à ce peuple gabonais qu'il faut aller pas à pas de manière coordonnée vers l'objectif fixé. La non-publication dudit rapport, que les reports successifs de BOA visent en réalité, risque au contraire de mettre ce peuple en situation de désespéré. Lâché par la France des français Hollande, Valls et Ayrault, il nourrissait l'espoir que l'UE serait à ses côtés pour l'aider à évincer BOA pour rétablir Jean Ping dans ses droits. Si les français qui retardent la publication de ce rapport arrivent à faire aligner l'Europe à son tour sur la position de la France, le peuple gabonais serait alors dans une situation de non assistance à un peuple en danger. Ses faits et gestes, dès cet instant, deviendront incontrôlables. Il ne faudrait sans doute pas compter sur le président élu, Jean Ping, qui a été reconnu par le rapport de l'Union africaine, pour le calmer. Lui-même, à plusieurs reprises, a indiqué qu'il serait la première victime, si d'aventure il n'allait pas dans la direction que lui indique le peuple.

Le 12 décembre prochain est l'ultime fenêtre de tir qui reste ouverte pour la MOE pour donner son verdict. Passé ce délai, l'attention de l'opinion sera focalisée sur autre chose. Les fêtes de Noël et de fin d'année sont des moments de répit que s'accordent plusieurs peuples à travers le monde. Ils ne seront plus attentifs au malheur des Gabonais. C'est sans doute cet « *anonymat* » qu'espèrent les français et BOA pour la publication de ce rapport, en cherchant à retarder le plus possible sa diffusion. Pas sûr que la MOE puisse se rendre complice d'un tel forfait.

Nouveau Code de la communication

## L'inconstitutionnelle conception rétrograde et mise à mort des journalistes

A l'aune d'un monde en constante mutation, et où le principe de liberté d'expression s'est érigé en pierre angulaire des sociétés démocratiques, il est inopportun, sauf si nous vivons en vase clos, de restreindre la liberté de presse. En écho à la présentation du nouveau Code de la communication, il a paru nécessaire d'en faire une analyse minutieuse pour mettre en lumière la dangerosité de ce texte qui est censé réglementer la profession de journaliste au Gabon.

Par Morel Mondjo Mouega

A cet effet, nous avons décelé trois points majeurs qui méritent qu'on s'y attarde, puisque cette



ment des moyens de communication qui sont aujourd'hui plus rapides, plus performants et permettant une transformation de l'approche du travail de journaliste, on se demande les motivations d'une telle mesure. Et au-